

**Inégalités, pauvreté, croissance:
L'Inde face aux paradoxes de la mondialisation économique.**

Claudia Cappa
klaudiakappa@yahoo.it
IUED

Les réformes macro-économiques lancées, il y a dix ans, dans l'Union indienne sont l'objet d'un débat intense. La problématique centrale concerne essentiellement la direction des transformations produites dans le tissu socio-économique local. Dans un contexte caractérisé par de graves problèmes de développement, le lancement des réformes s'est accompagné d'interrogations sur les implications sociales que ces changements suscitent, en termes de réduction des inégalités et le démantèlement des conditions endémiques de pauvreté¹.

L'histoire économique de l'Inde a été marquée, dès son indépendance, par une orientation dirigiste dans l'élaboration des politiques économiques ainsi que dans la mise en place des mesures institutionnelles et juridiques qui les instrumentalisent.

La philosophie dominante des leaders indiens, qui a inspiré dès le début les politiques nationales, s'est fondée sur le devoir de conjuguer croissance économique et justice sociale, à travers la modernisation du tissu productif et une meilleure redistribution du pouvoir économique. Nehru écrivait à ce propos : "We have to remember that we cannot set aside the human factor. We do want more production, but more than that we want better human beings. We want a plan of integrated economic growth of the economy, a plan in which the individual grows with his society. Our objective has to be economic democracy [...] which means putting an end to the great differences between the rich and the poor, the people who have opportunities and those who have none or very little"². Dès lors, ces priorités sont devenues au cours des cinq dernières décennies le leitmotiv de la planification indienne et le pays aurait construit son identité à partir de ce double impératif économique et moral.

Cependant, si l'on dresse un bilan sommaire des politiques économiques adoptées, force est de constater que malgré des résultats, dans l'ensemble, opportuns lorsqu'il s'agit de performances réelles, les objectifs sociaux ne sont pour leur part que partiellement satisfaits. L'Union indienne reste, d'ailleurs, parmi les pays les plus pauvres du monde avec un revenu moyen par habitant de 444 dollars par an (1998)³. Ainsi, l'histoire économique de l'Inde indépendante nous montre explicitement que la corrélation entre croissance et amélioration globale du niveau de vie n'est ni logique ni certaine. Au contraire, elle peut se structurer selon des dialectiques pas toujours équilibrées, mais parfois conflictuelles.

Dans un contexte bouleversé depuis une décennie par ce que Christophe Jaffrelot a défini comme un « esprit nouveau »⁴ de changement économique, la problématique des instruments qui traduisent la croissance en termes de niveau de vie semble aujourd'hui s'imposer. En effet, même dans cette période de libéralisation de l'économie nationale, l'allègement de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie de la population restent l'une des priorités des gouvernements indiens. On peut alors penser que la stratégie de développement traditionnelle lancée par Nehru n'a

¹ GAIHA R., *On the persistence of poverty in rural India*, in Canadian journal of Development Studies, vol. XIX, n° 2, 1998, pp. 281-314. JHA R., *Reducing poverty and inequality in India: has liberalization helped?*, The United Nations University-WIDER, Working Paper N° 204, November 2000. MUNDLE S., TULASIDHAR V. B., *Adjustment and distribution: the Indian experience*, Asian Development Bank-Economic and Development Resource Centre, Occasional Papers n° 17, Manila, June 1998. NAYAK P., *The case of India*, in Social Exclusion and South Asia, International Institute for Labour Studies, Geneva, 1995. NINAN K. N., *Economic Reforms in India: Impact on the Poor and Poverty Reduction*, Institute of Development Studies, Working Paper n°102, Sussex, March 2000.

² GOVERNMENT OF INDIA, *Planning and development. Speech of Jawaharlal Nehru*, Ministry of Information and broadcasting, 1992, pp. 5-6.

³ PNUD, *Rapport sur le Développement Humain 2000*, New York, 2000.

⁴ JAFFRELOT C., *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Editions Fayard, Paris, 1997, p. 109.

pas subi de modifications profondes quant aux objectifs déclarés mais davantage quant aux instruments utilisés pour parvenir à ces fins : l'indépendance économique a été délaissée au profit d'une nette ouverture vers l'étranger.

Par conséquent, lorsque les autorités indiennes ont choisi la voie du libéralisme comme nouveau moyen pour stimuler la croissance et conférer à l'Inde un rôle majeur dans l'économie mondiale, ne peut-on pas s'interroger sur l'efficacité de cette nouvelle politique en matière de développement social.

La présente recherche est une tentative d'analyse du contexte socio-économique de l'Inde contemporaine. Elle s'interroge sur la cohérence et l'efficacité des nouvelles stratégies gouvernementales face aux objectifs nationaux.

Afin d'aborder un thème aussi vaste et complexe, la présentation de notre travail se structurera en trois niveaux d'analyse différents. Dans un premier temps, nous tenterons de définir et de développer des notions qui sous-tendent l'étude de l'actuel cadre économique mondial, dans le but d'éclaircir certains outils d'analyse qui nous permettront alors d'insérer cette recherche dans la trame conceptuelle d'une réflexion macro-économique globale. Par la suite, nous nous interrogerons sur les défis et les contraintes posés par l'ouverture de l'économie indienne. Parallèlement nous procéderons à une brève étude empirique, fondée sur l'analyse d'agrégats statistiques nationaux et soutenue par quelques d'indicateurs économétriques, afin de mettre en évidence les éventuelles interactions entre pauvreté, inégalités et croissance⁵. Notre recherche sera situé dans le cadre temporel antérieur et postérieur au processus de libéralisation. Cette approche diachronique sera enfin menée par une réflexion théorique centrée sur les relations existantes entre performances économiques et développement social.

Les différents contextes économiques tendent à converger aujourd'hui vers une sorte d'unification transnationale, s'exprimant en termes d'interdépendance croissante des marchés et de la production, sous l'effet d'une augmentation et d'une accélération des échanges réels ainsi que des flux financiers et des transferts technologiques.

Sur le plan théorique, l'avènement de cette nouvelle ère d'échanges et d'investissements transnationaux a produit l'élaboration de différentes approches en termes de croissance économique et de développement, dont la portée innovatrice réside essentiellement dans l'approfondissement conceptuel et épistémologique des pivots néoclassiques⁶. En particulier, pendant les deux dernières décennies on a assisté à l'émergence, à la consolidation et à la diffusion de ce qu'on appelle désormais communément « the Washington Consensus », à savoir la nouvelle recette macro-économique se fondant sur les paradigmes de la stabilité financière, la privatisation, la libéralisation des marchés domestiques, le démantèlement du rôle keynésien de l'état en tant que régulateur des dynamiques de marché⁷.

Diffusé par les hautes instances économiques internationales (FMI, BM, CNUCED, OMC) et véhiculé par la mise en œuvre des Plans d'Ajustement Structurel, ce nouvel axiome se fonde sur l'hypothèse que la libéralisation à l'échelle mondiale des flux réels et financiers, unie à une progressive internationalisation productive, peut favoriser une convergence graduelle des différentiels de production et d'échange et une répartition des ressources plus efficiente. En conséquence, une réduction des inégalités tant inter-étatiques que intra-étatiques apparaîtrait sur le

⁵ En particulier, on a choisi comme principaux indicateurs de la pauvreté et des inégalités respectivement le coefficient H, le PGI et le coefficient de GINI, calculés pour un horizon temporel de 50 ans (1947-1997).

⁶ CORDELLIER G., (sous la direction de-) *Le nouvel état du monde. 80 idées-forces pour entrer dans le XXIème siècle*, La Découverte et Syros, Paris, 1999 ; FUKUYAMA F., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Champs Flammarion, Paris, 1993 ; KRUGMAN P., *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998. PASSET René, *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris, 1999.

⁷ UNESCO, *Revue internationale des Sciences Sociales*, n° 166, 2000.

long terme, via une augmentation progressive et équilibrée des niveaux de croissance⁸. On est donc hypothétiquement dans la perspective d'une « quadrature du cercle » selon les mots de Darhendorf⁹ conjuguant simultanément croissance, stabilité macro-économique, réduction des inégalités, disparition des conditions endémiques et conjoncturelles de pauvreté et d'appauvrissement.

Cependant, l'histoire de notre monde pendant les dernières cinquante années présente les traits d'une croissance économique spectaculaire, mais dont la nature complexe révèle en réalité les contours d'un processus global inquiétant. L'indiscutable expansion de l'économie s'est traduite au niveau mondial par l'émergence de phénomènes socio-économiques contradictoires qui opposent, selon des dialectiques variées, valeurs d'échanges et valeurs d'usage, pouvoir d'achat et besoins fondamentaux, croissance exponentielle et pauvreté diffuse, déréglementation économique et aggravation des inégalités¹⁰.

Or, dans ce contexte global, l'Inde du début du XXI^e siècle se révèle, sous la double perspective de l'économie politique et de la sociologie, un cas d'étude à haute valeur heuristique. En effet, les transformations l'intéressant depuis le lancement de la New Economic Policy se situent au cœur des grandes discussions portant sur les dynamiques de mondialisation et de libéralisation en tant que nouveaux instruments à la fois de croissance économique et de développement social. Cela est d'autant plus remarquable que le programme de réforme adopté en 1991 représenta une véritable rupture dans l'histoire du pays, en remplaçant les anciens principes nationaux par les nouveaux préceptes de l'économie mondiale.

Il faut toutefois reconnaître que l'Union indienne, conformément à sa longue tradition de syncrétisme et de pragmatisme a opté, dès le début, pour une interprétation *sui generis* de l'approche classique en thème de libéralisation. En effet, le « Delhi Consensus¹¹ » s'est traduit par l'adoption d'une stratégie intrinsèquement dirigiste dans l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes d'ouverture et de déréglementation, en vertu d'une politique économique marquée par une certaine modération. Toutefois, l'ensemble des changements structurels qu'a progressivement connus l'économie indienne a contribué à organiser les avantages comparatifs selon une perspective fortement dynamique, ce qui a produit, par ailleurs, des taux de croissance largement supérieurs à ceux des époques précédentes.

Si l'on analyse à ce propos l'histoire du pays après son indépendance, ce qui apparaît nettement est la succession de différents stades économiques, qui se sont développés selon des trajectoires évolutives en termes d'accroissement de la production nationale et d'augmentation des revenus moyens par habitant¹². En particulier, après une première phase de radicale restructuration de l'économie, l'Inde est entrée dans une époque de croissance modérée mais stable, sous l'impulsion du secteur agricole et des résultats productifs issus de la Révolution Verte. Cependant, particulièrement à partir du début des années quatre-vingt, l'agriculture a graduellement perdu son rôle de moteur du développement, au profit du secteur tertiaire qui s'est progressivement imposé comme le nouveau centre propulseur d'une croissance économique élevée, dans un contexte désormais ouvert sur l'étranger¹³.

Ce processus de transformation sectorielle de l'économie, spécialement rapide dans la période post-réformes, a eu pour conséquence un changement des dynamiques touchant au marché de l'emploi. Le secteur agricole par exemple, qui a toujours été la principale source d'emploi dans un pays à forte tradition rurale, connaît depuis la reconversion économique des années 90 une diminution considérable de la population effective qu'il engage.

⁸ BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde*, annuel depuis 1978, Washington D.C ; UNCTAD, *Trade and Development Report*, 1997-1999. OMC, *L'Organisation mondiale du commerce en quelques mots*, Organisation mondiale du commerce, Genève, 2000 ; OMC, *Un commerce ouvert sur l'avenir*, Genève, Organisation mondiale du commerce, 2000 (1995).

⁹ DARHENDORF R., *Quadrare il cerchio. Benessere economico, coesione sociale, libertà politica*, Milano, La Terza, 1996.

¹⁰ AMIN S., *Les défis de la mondialisation*, Forum du Tiers Monde et l'Harmattan, Paris, 1996.

¹¹ JHA R., *op. cit.* p. 1.

¹² *Ibidem*; PNUD, *op. cit.*

¹³ JAFFRELOT C., *op. cit.* p. 108 ; EIU, *Country Profile India*, The Economist Intelligent Unit, 2000.

Si l'on analyse la thèse de Raghendra Jha, le surplus de main d'œuvre qui se crée actuellement en milieu rural et urbain, dû à la réduction du poids relatif de l'agriculture, ne peut pas être facilement résorbé par les autres secteurs, à cause notamment des différentiels dans les taux d'élasticité de leur demande dérivée¹⁴. Dans ce sens, on constate déjà que, malgré des taux de croissance du PNB particulièrement élevés, une certaine stagnation caractérise la création de l'emploi. On peut donc penser, tout en restant prudents, que la convergence de ces différentes variables a altéré l'ossature productive du pays et jette parallèlement des bases pour une transformation de la structure socio-économique qui génère un élitisme croissant dans la participation aux mécanismes de production.

Cependant, toute tentative d'étudier le marché de l'emploi dans le sous-continent indien par le recours aux outils d'analyse classiques se heurte à la réalité d'un secteur informel où travaille la majorité de la population indienne. Par conséquent, on peut supposer que les flux migratoires en direction des mégapoles vont contribuer à augmenter le pourcentage de travailleurs informels et de travailleurs précaires.

Nous sommes alors au cœur de notre problématique, l'accès du capital physique aux circuits productifs constituant l'un de principaux déterminants de la pauvreté et des inégalités.

Soulignons dès à présent que toute analyse sur ces thèmes pose de problèmes à la fois conceptuels et analytiques, particulièrement lorsque l'on considère le contexte singulier de l'Union indienne. Hormis les critiques classiques que l'on peut adresser aux indicateurs traditionnels et à leur caractère strictement économique, des difficultés majeures dans l'utilisation des données officielles apparaissent suite aux transformations qu'ont récemment connues les méthodes de mesure de la pauvreté en Inde. On peut s'interroger alors sur les facteurs explicatifs à la base des dites modifications. En effet, le choix des outils de mesures se révèle souvent une question proprement politique quant à leur utilisation qui permet des résultats différents. L'ensemble de ces considérations doit nous conduire à une certaine prudence dans la lecture et l'emploi des données, compte tenu aussi de leur approximation.

Cela dit, si l'on analyse les statistiques relatives à l'incidence de la pauvreté et des inégalités économiques aussi bien en milieu rural qu'urbain, force est de constater que l'Inde indépendante est passée à travers des étapes différentes. D'après les statistiques du National Sample Survey élaborées sous forme d'indicateurs par Jha, le pays a connu depuis le milieu des années soixante une longue phase de croissance économique modérée, une certaine stabilité au niveau des inégalités et une réduction considérable du taux de pauvreté¹⁵. Dans ce sens, on peut dire que la Révolution verte a représenté un phénomène complexe dans la mesure où cette transformation radicale des systèmes de production a contribué d'une part à la réduction du niveau global de pauvreté et des inégalités et d'autre part a aggravé les disparités inter-étatiques.

Le début des années quatre-vingt-dix marque la fin de cette phase de relative stabilité et l'ouverture d'une phase économique controversée. En effet, malgré des performances économiques indiscutables (notamment après 1993) au niveau de la croissance du PNB global et par tête, de l'augmentation de la production agricole et de la diminution des taux d'inflation¹⁶, on constate corrélativement une exacerbation des inégalités. Comme nous le montrent les statistiques, le coefficient de Gini a atteint des niveaux largement supérieurs à la phase économique précédente, en enregistrant par exemple entre 1991 et 1997 une augmentation de 2.40 % en milieu rural et de 2.17 % en milieu urbain¹⁷. La période des réformes a donc été marquée par une importante inversion de tendance en ce qui concerne les taux d'accroissement des inégalités urbaines et rurales, les deux ayant connu une hausse en termes relatifs et absolus.

¹⁴ JHA R., *op. cit.* p. 29.

¹⁵ JHA R., *op. cit.*, p. 22.

¹⁶ NINAN K. N., *op. cit.* .

¹⁷ JHA R., *op. cit.*, p. 22.

En ce qui concerne les données sur la pauvreté on remarque, exception faite des phases conjoncturelles telles que la crise économique de 1991, que le coefficient H (Head Count Ratio), en chute depuis l'Indépendance, a continué à diminuer. Toutefois, à cause entre autres de l'augmentation des inégalités et de l'accroissement démographique, son rythme de décroissance a connu un préoccupant ralentissement par rapport à la période précédente.

Parallèlement, la révolution silencieuse qui traverse l'économie indienne semble avoir contribué au renforcement des déséquilibres inter-étatiques. Ainsi, d'après les calculs de la Commission de planification nationale, les deux états du Bihar et de l'Uttar Pradesh ont participé à raison de 120% à l'augmentation globale de la pauvreté en milieu rural¹⁸. Il est aussi intéressant de noter que des états avec un taux de Gini élevé présentent en même temps des bas taux de croissance¹⁹. Or, dans un contexte politique où les divisions régionales suivent des critères ethnolinguistiques, un tel déséquilibre croissant pourrait se transformer, aujourd'hui plus que jamais, en un puissant instrument de mobilisation sectaire et représenter un danger latent pour l'Inde en tant qu'entité à la fois unitaire et pluraliste.

En outre, l'ensemble des transformations qui se sont produites dans la structure économique durant cette décennie de réformes a été accompagné par l'apparition de phénomènes divers, tels que par exemple une urbanisation rapide. En termes absolus, ce processus s'est traduit par un accroissement de la densité des grands centres urbains, où environ 40% de la population se concentre dans les bidonvilles. Ces dynamiques de migration, dont l'intensité reste toutefois largement inférieure à celle connue par d'autres contextes en transition, peuvent avoir des impacts importants d'un point de vue sociologique et anthropologique.

A ce propos, une hypothèse de fond avancée à plusieurs reprises (Shah, 1991 ; Lanjow et Jayarana 1998) suppose que la modernisation de l'économie, unie d'un côté au processus d'urbanisation et à ses conséquences sociologiques et de l'autre à une majeure diversification de l'emploi (notamment en milieu rural), peut produire sur le long terme une dé-hiérarchisation du système de caste. Dans ce sens, le processus de réformes, ayant accéléré sensiblement le rythme de transformations socio-économiques, devrait provoquer une sécularisation sociale par une mobilité accrue découlant notamment des changements qui traversent aujourd'hui le marché de l'emploi. On est donc dans l'hypothèse d'une ingénierie économique à même de favoriser une démocratisation de la traditionnelle structure sociétale et donc une progressive disparition des phénomènes d'exclusion dont elle est censée se nourrir. En effet, certains auteurs, tels que Pulin Nayak dans son texte « Economic development and social exclusion in India », considèrent la caste comme étant en soi un épiphénomène sociologique de l'exclusion dans sa dimension la plus inflexible et réticente. En particulier, dans un contexte de « division segmentale » de la société, la hiérarchie fonctionnelle qui soutient les dynamiques de relation est prétendue se fonder dans son essence sur un principe constant d'exclusion qui se révélerait inhérent à ce système complexe d'identification et d'action.

En réalité, force est de dire que la division de caste, loin de se réduire à un mécanisme de « ségrégation sociale », correspond par contre à un clair principe d'organisation sociétale, dans laquelle chaque membre trouve son statut défini par l'appartenance à un corpus qui l'inclut et le transcende. Ce système d'intégration/subordination se fonde donc sur une dynamique constante d'assimilation et de maintien d'un équilibre social contrebalancé, reposant, selon une perspective de dialectique circulaire, sur une hiérarchie de type religieux. Par conséquent, la caste pourrait se configurer sous plusieurs aspects, si l'on veut, comme un instrument d'oppression sociale plutôt que comme un avatar de l'exclusion, se basant au niveau constitutif sur une logique inclusive et organiciste qui répond aux préceptes d'un holisme fonctionnel. Parallèlement, la caste n'étant pas un phénomène économique, les changements qui ont traversé l'économie indienne ne peuvent pas mettre véritablement en cause cette variable contextuelle, dont l'enracinement à l'intérieur du pays correspond à un véritable trait culturel.

¹⁸ ZIN M. J., *Inde, un destin démocratique*, Coll. Asie Plurielle, La documentation française, Paris, 1999.

¹⁹ JHA R., *op. cit.*, p. 37.

Par contre, on peut essayer de tracer à l'égard de l'Inde contemporaine les contours sommaires d'une analyse, qui diffère par la prise en compte de nouvelles dynamiques d'exclusion. D'après Gunnar Myrdal, le libre marché est en soi porteur de phénomènes congénitaux d'asymétrie économique et sociale²⁰. L'hypothèse de fond réside donc sur le fait que la libéralisation de l'économie, qui se traduit par une déréglementation graduelle des mécanismes de production et d'allocation, peut jeter les bases d'une segmentation croissante dans l'accès aux ressources. Il faut toutefois souligner qu'une telle approche, dont le niveau de généralisation reste très élevé, nous impose une prudence particulière, à cause de la nature controversée et de la matrice occidentale des concepts employés et des outils d'analyse correspondants.

Cela dit, on peut supposer que l'augmentation des écarts de revenus et parallèlement l'élévation et la diversification des exigences sociales de consommation, insatisfaites pour la majorité de la population locale, non seulement remettent en cause toute hypothèse d'une « libéralisation » sociale par le biais de la libéralisation économique, mais aussi renforcent l'idée d'une aggravation des phénomènes d'exclusion économique en terme d'affaiblissement progressif des capacités individuelles (Sen, 1998) et d'aggravation de la pauvreté relative.

Dans ce sens, on peut se poser deux questions fondamentales : quelles sont actuellement les micro-catégories socio-économiques les plus marginalisées ? Et en revanche qui a bénéficié jusqu'ici de la croissance et des réformes ?

Une des pistes serait de porter une attention particulière aux transformations intervenues dans la rémunération des facteurs de production. Ainsi, d'après les statistiques du Central Statistical Organization, on constate une augmentation graduelle des profits en pourcentage sur le total du PIB, alors que le taux de rétribution du facteur travail a connu une baisse nette en termes relatifs dès 1991²¹.

De plus, ces importantes transformations macro-économiques se sont produites dans un contexte de forte réduction des interventions gouvernementales en termes de subsides économiques et de services sociaux, ce qui a contribué à amplifier les asymétries se développant au sein des différents marchés. En effet, quoique les préoccupations sociales soient restées de la compétence de l'état, ses stratégies d'action ont subi une transformation radicale. Comme les documents officiels le confirment, les gouvernements ont progressivement renoncé *ipso facto* à toute action économique visant à démanteler à la racine, à travers des mesures structurelles, les conditions chroniques d'indigence touchant la grande majorité de la population indienne. On est donc dans le cas d'une stratégie économique dont la philosophie se base, malgré tout, sur la conviction qu'un niveau de croissance encore plus élevé peut constituer dans le futur le principal instrument d'amélioration des conditions de vie de la population.

L'ensemble des considérations avancées lors de cet exposé, bien que sommaires et largement hypothétiques, révèle la nature extrêmement complexe et controversée des phénomènes qui traversent, avec un rythme de plus en plus accéléré, la sphère économique et sociale dans l'Union indienne.

Pour conclure, on soulignera les traits d'un phénomène à deux visages dû au processus de libéralisation qui, loin de favoriser la poursuite simultanée des grandes priorités nationales, a finalement opposé performances économiques et objectifs sociaux. Autrement dit, les réformes non seulement se sont montrées, pour l'instant, largement incapables de faire face aux graves conditions de sous-développement, mais elles les ont exacerbés, en initiant ainsi une époque lourde de menaces pour l'avenir du pays.

Dès lors, l'Inde peut nous confirmer que l'efficacité de la croissance en tant qu'instrument de lutte contre la pauvreté et les inégalités est contestable et qu'elle ne peut pas omettre de considérer la nature même du processus d'expansion de l'économie. Des performances

²⁰ MYRDAL G., *Procès de la croissance*, Paris, PUF, 1978.

²¹ JHA R., *op. cit.*, p. 28-29.

économiques bien que spectaculaires ne comportent pas nécessairement des retombées diffuses à tous niveaux.

En définitive, l'économie indienne est aujourd'hui confrontée à 5 enjeux majeurs : assurer une composition plus équilibrée de la croissance, réformer les mécanismes de redistribution, accroître l'efficacité des politiques sociales, garantir une participation collective aux circuits de production et de consommation, tout cela en évitant une hausse trop rapide des prix et un affaiblissement des équilibres financiers de l'Etat.

L'avenir de plus d'un milliard d'habitants en dépend.